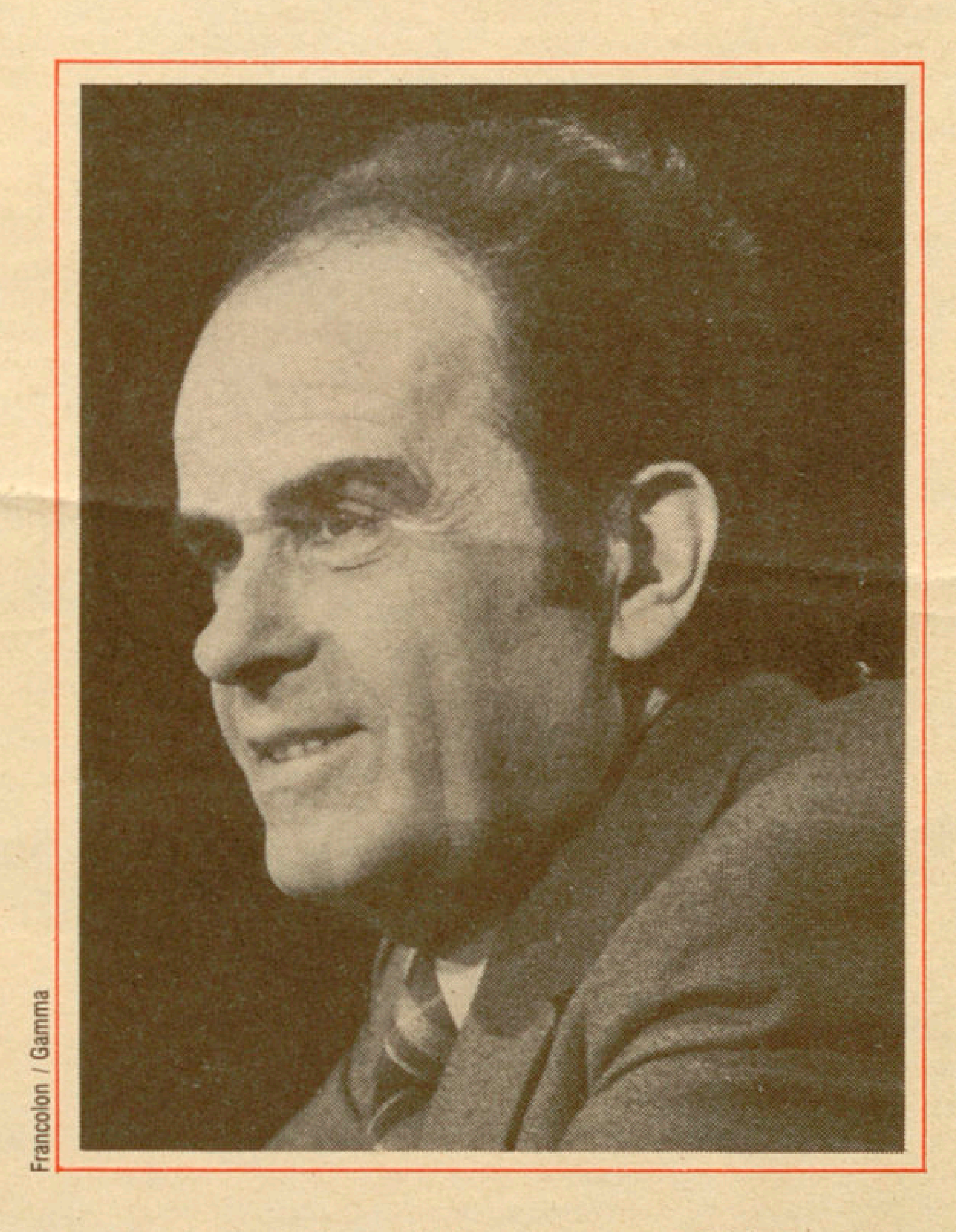
Georges Marchais

Une nouvelle renaissance


Francolon / Gamma

Le 30 janvier à la Mutualité, plus de 5000 intellectuels ont participé à une rencontre avec Georges Marchais. Dans son discours Georges Marchais propose avec sérieux et esprit de responsabilité une politique nouvelle. Ce discours, les grands moyens d'information l'ont caché. En voici le texte intégral.

Supplément à "Révolution" n° 49. Du 6 février au 12 février 1981. Directeur de la publication: Léo Lorenzi. N° de commission paritaire: 62571.

Révolution élections présidentielles. DOCUMENT

Discours de Georges Marchais. Paris, la Mutualité, le 30 janvier 1981.

Mesdames, Messieurs,
Chers amis et camarades. *« J'ai confiance. »*

C'est sur cette phrase que je concluais, l'été dernier, *l'Espoir au présent.*

En écrivant ces mots et en choisissant ce titre, j'avais conscience d'aller à l'encontre du discours à la mode. Chaque jour, les grands moyens d'information essaient de faire admettre que l'évolution du monde est menaçante et que, dans cette angoisse et ce malheur, le seul réalisme est le désespoir ou le doute, le seul bon choix la résignation.

Oui, nous vivons l'époque des révolutions

L'exemple vient de haut. Mardi dernier, M. Giscard d'Estaing a expliqué — je le cite — *« que le monde est vivant, qu'il bouge et qu'il change »* dans le sens d'une *« détérioration de la situation internationale »*. Ce qu'il faudrait donc rechercher — je cite toujours le Président de la République — ce serait la *« stabilisation »* pour empêcher toute *« modification des rapports de forces dans le monde »*. Contribuer à conserver l'ordre actuel des choses — telle est la mission que M. Giscard d'Estaing s'assigne.

Bien entendu, je ne cherche ni à enjoliver ni à simplifier une réalité complexe. Le mouvement que nous observons n'est ni linéaire ni uniforme. Les changements ne s'opèrent pas tous au même rythme ; on ne peut ni les assimiler les uns aux autres ni les ramener à une cause unique. Il y a des difficultés et des reculs, des contradictions et des erreurs. Mais ne suffit-il pas de se reporter par la pensée à ce qu'était le monde au début du siècle ou même dans les années cinquante pour découvrir, dans l'ensemble des transformations en cours, un sens général, une ligne d'ensemble, que je résumerai par ces mots : le progrès humain ?

En un sens, je comprends M. Giscard d'Estaing. Pour lui le changement est haïssable. A la différence de ce qu'elle fut jadis dans sa période ascendante, la bourgeoisie à laquelle il appartient se comporte tout naturellement, dans la France et dans le monde actuels, comme un anti-progrès. Mais quels que soient ses efforts, voire ses demi-succès momentanés, le monde ne reviendra plus jamais à l'année 1914, ni aux années trente ou cinquante. Il n'y reviendra pas parce que nous vivons l'époque des révolutions. C'est donc avec un sentiment de confiance et d'espoir que nous, communistes, considérons les changements en cours. Mieux, nous y participons de toutes nos forces. Et, je vous le dis d'emblée, nous vous invitons à y participer.

La révolution dans tous les domaines

Révolution, d'abord, et révolution prodigieuse, le fait que, pour la première fois depuis la préhistoire, l'humanité a la possibilité d'empêcher à tout jamais la guerre. Qui ne comprend, en effet, qu'avec leur crise les puissances impérialistes auraient eu recours à la méthode qu'elles ont utilisée deux fois au XXe siècle, c'est-à-dire qu'elles auraient déclenché une troisième guerre mondiale, si elles l'avaient pu ? Je dis bien : si elles l'avaient pu. Car aujourd'hui elles ne peuvent plus agir à leur guise parce que le rapport des forces s'est modifié. Oui, cette très ancienne utopie devient réalité : l'humanité peut empêcher les guerres mondiales et elle peut lutter avec succès contre les guerres locales et les tensions qui subsistent.

Révolution encore, celle des rapports sociaux, qui rend de plus en plus intenables la subordination de l'activité de tous au profit de quelques-uns, la vieille division du travail, les ségrégations et les servitudes d'un autre âge, le monopole de la connaissance, de la décision et de la responsabilité, et qui fait mûrir à tous les niveaux de la société la grande exigence de l'appropriation sociale et de l'autogestion.

Le monde qui change, c'est le socialisme à l'ordre du jour du combat des peuples, le socialisme que construisent aujourd'hui près d'un milliard et demi de femmes et d'hommes selon des voies et des méthodes d'une grande diversité. Ce sont quatre-vingt-dix pays qui, depuis 1945, se sont libérés du colonialisme et conquièrent peu à peu les moyens de leur développement. Ce sont des millions de travailleuses et de travailleurs qui, dans les pays capitalistes, luttent pour transformer la société.

Le monde qui change, c'est en même temps le développement de nouveaux combats. Ainsi de la lutte pour les libertés et les droits de l'homme dont nous nous honorons, nous, communistes français, d'avoir contribué à lui donner son véritable contenu en France et dans le monde. Ainsi de la lutte contre la faim, pour faire cesser les monstrueux gaspillages matériels et humains, pour une nouvelle mise en valeur de la nature. Ainsi de la lutte pour la dignité humaine, contre tous les racismes. Ainsi de la lutte que mènent les jeunes pour construire leur avenir et prendre toute leur place dans la société.

Le monde qui change, c'est encore ce progrès, l'un des plus marquants de notre époque : le mouvement des femmes pour leur libération. C'est leur exigence croissante de bannir les discriminations dans tous les domaines de la vie, de conquérir l'égalité dans la formation et l'activité professionnelles, dans les responsabilités, dans le couple et la famille, d'en finir avec les représentations dégradantes de la femme, les comportements humiliants, les mentalités rétrogrades. Quelle joie pour nous de vérifier sur une grande échelle ce que nous notions il y a plus de dix ans : l'entrée massive des femmes dans la lutte constitue l'un des changements majeurs de notre temps !

Révolution également, celle des sciences et des techniques — de la connaissance du cosmos à celle du vivant, de l'informatique et du nucléaire à la robotique — qui suscite dans la production matérielle des mutations de portée immense, qui ouvre aux êtres humains des perspectives sans précédent et qui place de manière de plus en plus impérative chaque régime social devant le triple défi de l'efficacité économique, de la justice sociale et de la démocratie. Après avoir eu l'occasion de le faire il y a quelques jours à l'université d'Orsay, dans un texte publié dans notre hebdomadaire **Révolution**, je tiens à exprimer ici cette conviction profonde : l'avancée du savoir et le combat pour le progrès social sont les deux composantes d'un même effort pour la libération humaine. Le parti pris de la science n'est pas toujours une position facile à tenir, il requiert parfois un certain courage face aux forces et aux pesanteurs du passé, mais c'est le parti pris des communistes, parce que c'est un parti pris révolutionnaire.

Révolution enfin, celle qui se dessine dans les rapports internationaux, au sein d'un monde où les peuples acceptent de moins en moins le pillage de leurs ressources et de leur travail, le dessaisissement de leur souveraineté et de leur personnalité par l'impérialisme, leur utilisation par de grandes puissances comme des pions sur un échiquier, un monde où grandit l'exigence d'un nouvel ordre de justice, d'indépendance, de solidarité et de paix.

Le monde bouge

Le monde qui bouge, pensez-y, chers amis, c'est tout cela. Quand j'entends M. Giscard d'Estaing dire, au Nouvel An, que ce monde est, pour lui, de moins en moins prévisible, je réponds sans céder aux schémas faciles : oui messieurs les capitalistes, oui, messieurs les conservateurs, pour les années qui viennent, il vous faut prévoir encore des événements imprévisibles, des événements révolutionnaires.

Vous comprenez bien que les tenants du système d'exploitation et d'oppression ont tout à craindre de ce monde qui bouge. Vous comprenez qu'ils s'efforcent par tous les moyens de préserver leurs positions, d'endiguer le mouvement émancipateur.

Regardez, par exemple, comment leurs moyens de propagande, mensongèrement baptisés moyens d'information, se déchaînent contre le socialisme. Le simple bon sens suffit à dévoiler leur manœuvre. Les voilà, en effet, ces exploiteurs de milliards d'hommes à travers le monde, qui pleurent sur le sort des ouvriers dans d'autres pays ! Les voilà, ces bourreaux du Vietnam et de l'Algérie, ces colonialistes qui, durant des décennies, ont enchaîné et mis à sac des continents entiers, les voilà qui se réclament de l'indépendance nationale ! Les voilà, ces massacreurs du Salvador, ces avocats de l'apartheid, ces protecteurs de Pinochet, ces chers parents de

Bokassa, qui osent évoquer les droits de l'homme ! Pour eux, la fin justifie les moyens. Nulle calomnie, nulle caricature, nul matraquage ne les font reculer, pourvu qu'ils inculquent sans relâche cette idée : « Le socialisme, c'est l'enfer. »

Là encore, sur cette question centrale de notre époque, regardons la réalité en face, sans volonté d'apologie ni esprit de dénigrement, sans peur et sans haine.

Le bilan du socialisme

Lors de notre XXIII[e] Congrès, nous avons considéré qu'au bout de soixante ans le bilan du socialisme dans le monde est globalement positif. Cette appréciation a été discutée. Et elle l'est encore. Nous la maintenons.

Il ne s'agit pas, cela va de soi, de je ne sais quel calcul comptable. Mais d'un bilan d'ensemble historique.

Nous avons pris en compte les pays socialistes tels qu'ils sont aujourd'hui et tels qu'ils évoluent. Et cela en tenant compte de tous les aspects : l'économie, le progrès social, la culture, la démocratie, l'action internationale. Par exemple, selon une étude de l'Institut « Interfuturs », les pays socialistes actuels fourniront en l'an 2.000 le tiers de la production mondiale, tandis que les pays capitalistes n'en donneront plus que la moitié. Nous considérons qu'il s'agit là d'un élément d'appréciation important. Nous pensons même, en fonction des informations dont nous disposons, que cette prévision est inférieure à la perspective réelle. Mais cette donnée économique révélatrice n'est pour nous qu'un élément parmi beaucoup d'autres dans toute la complexité de la vie sociale.

Qui dit bilan, dit aussi prise en considération du passé. Le passé des pays socialistes, nous l'avons pris en considération. Nous avons condamné le stalinisme. Sans appel. De façon irréversible. Et nous avons engagé une réflexion approfondie sur ses causes et ses conséquences. Cette réflexion nous a conduits à tirer des leçons pour nous-mêmes, en particulier en ce qui concerne l'exigence universelle de démocratie inhérente au socialisme.

Qui dit bilan, dit également prise en compte des fautes et des erreurs du présent. Les fautes et les erreurs actuelles des pays socialistes, nous les prenons en compte.

Ainsi de la Pologne.

Permettez-moi de m'arrêter quelques instants devant vous sur ce grave problème dont il est beaucoup question actuellement. Je le fais naturellement avec esprit de responsabilité et en me refusant à toute ingérence.

Déjà, au début de septembre, j'ai indiqué, au nom de notre Parti, que les pays socialistes se trouvent confrontés, en raison même de leurs progrès, à un ensemble de problèmes nouveaux, parfois aigus, et pouvant devenir critiques. Les pays socialistes ne peuvent aborder ces problèmes qu'en tenant compte des conditions et des exigences nouvelles créées par leur propre développement. C'est ce que la plupart d'entre eux sont en train de faire, et dans plusieurs cas avec une maîtrise certaine et avec de premiers succès prometteurs.

Sans conteste, la Pologne a besoin, comme tout pays socialiste, de syndicats qui défendent efficacement les revendications des travailleurs et ne soient pas de simples courroies de transmission. Pour les communistes français, cette idée n'est pas nouvelle. Nous avons publié, il y a deux ans, un document sur le syndicalisme qui la met en œuvre dans les conditions de la France. Et, pour sa part — c'est du domaine public — la CGT combat fermement depuis longtemps avec raison, dans des instances et des rencontres internationales, pour que les syndicats jouent partout pleinement et librement leur rôle irremplaçable.

Mais le besoin de tels syndicats est-il le seul besoin de la Pologne actuelle ? Nous ne le pensons pas. Les problèmes de développement du socialisme en Pologne sont à la fois ceux de l'efficacité économique, du progrès social et de l'exercice de la démocratie. C'est seulement en résolvant dans un même mouvement ces trois catégories de problèmes étroitement liés que, selon nous, la Pologne socialiste surmontera la crise actuelle et connaîtra un nouvel essor.

Naturellement, c'est au peuple polonais, et à lui seul, qu'il appartient de poser et de résoudre ces problèmes. C'est au peuple polonais, c'est au Parti ouvrier unifié de Pologne, c'est à toutes les forces sociales polonaises concernées de mettre en œuvre la sagesse, la raison, l'imagination nécessaires pour apporter à l'ensemble des problèmes les solutions novatrices qu'ils appellent et dont le socialisme contient la possibilité.

Considérant le bilan du socialisme, nous tenons le plus grand compte de la diversité croissante dont il témoigne selon les pays. Il s'agit là, non d'un handicap, mais d'un enrichissement considérable.

Cette diversité n'exclut pas, mais implique un certain nombre de principes de base, de traits fondamentaux communs. Au nombre de ces principes, il y a la propriété sociale des grands moyens de production et d'échange et le pouvoir politique du peuple travailleur, au sein duquel la classe ouvrière doit exercer un rôle dirigeant. Il y a aussi, à notre avis, cette composante démocratique universelle du socialisme dont je viens de parler.

A cet égard, nous avons enregistré comme un grand progrès le fait que le communiqué commun signé par le PCUS et notre parti, en janvier 1980, à Moscou, ait admis, pour la première fois, l'existence de divergences entre nous. Ce n'est un mystère pour personne que l'une de ces divergences concerne précisément la démocratie socialiste. En même temps, ce communiqué a souligné que l'existence de telles divergences ne devait ni empêcher ni affaiblir la solidarité profonde et l'indispensable coopération entre nos partis. A vrai dire, il est déplorable que les grands moyens d'information français aient passé sous silence cet aspect très important de la rencontre de Moscou.

Dans le contexte du monde actuel et sur la base des réflexions qu'il nous inspire, nous avons définitivement rejeté toute idée d'un modèle de société socialiste d'une sorte de modèle « tout terrain » qui serait valable en tout lieu et en tout temps. Nous ne prétendons pas plus copier les autres que leur imposer notre conception du socialisme pour la France.

Rien n'est facile, nous le savons bien. Rien n'est automatique. Rien n'est acquis d'avance, et ne s'obtiendra sans effort et sans lutte. Mais une chose est certaine à nos yeux : aujourd'hui, dans le monde, ce sont les forces de libération sociale, nationale et humaine qui avancent ; ce sont les forces de l'impérialisme, de la guerre et de la réaction qui reculent. C'est pour notre lutte un puissant encouragement.

L'enjeu du combat de classe en France

En France, nous vivons un rude affrontement. On ne nous épargne pas. Mais comment s'en étonner ? Nous voulons déposséder les capitalistes de leur pouvoir, nous luttons pour réaliser le changement social le plus profond de notre histoire. Et cela dans l'un des principaux pays capitalistes !

Quel enjeu !

L'objectif que nous poursuivons, le socialisme en France, n'est pas une perspective plus ou moins utopique, lointaine et généreuse. A notre avis, notre peuple est entré dans la période où cet objectif est à l'ordre du jour.

Le mouvement de mai-juin 1968 a été la première expression éclatante de cette période. Son ampleur et sa puissance, la nouveauté radicale des aspirations qu'il a fait apparaître ont traduit la dimension neuve du combat de classes. Depuis lors, sous diverses formes, ce combat s'est amplifié, enrichi, affermi. La bourgeoisie française a tout mis en œuvre pour le contrecarrer. Depuis 1974, elle a dû engager toutes ses forces dans la coalition gouvernementale, sans garder de réserves. Seule la décision du Parti socialiste de briser l'union de la gauche et d'abandonner les engagements qu'il avait pris avec nous lui a laissé un sursis en 1978.

La bourgeoisie a pu ainsi préserver son pouvoir et ses profits. Elle a pu poursuivre sa politique de chômage, de régression sociale, de restrictions des libertés, d'abandon national. Mais elle ne l'a pas fait sans résistance. Les luttes populaires se sont développées. Elles ont remporté d'appréciables succès. Elles sont parvenues à stopper des offensives de grande envergure contre la Sécurité sociale et contre le temps de travail. Exemple unique en Occident : elles ont réussi à préserver, en 1980, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière. Et elles se sont amplifiées.

Ces luttes ont gagné toutes les catégories

importantes d'intellectuels. Par milliers, techniciens, ingénieurs et cadres sont descendus dans la rue, le 16 octobre dernier, à l'appel de l'UGICT-CGT. De puissantes manifestations d'enseignants — plus particulièrement d'enseignantes — ont, tout au long de l'année scolaire 1979-1980, battu en brèche le *« consensus »* préparé par le gouvernement et par les dirigeants socialistes de la FEN. Les mesures antidémocratiques prises contre l'enseignement supérieur ont suscité dans une majorité d'universités des répliques combatives. Les médecins ont pris une part significative dans la lutte contre les atteintes au droit à la santé. Le Parti communiste français et ses militants font leur devoir en contribuant au maximum à toutes ces luttes.

Une vaste opération politique

Tels sont les deux aspects de la situation d'aujourd'hui : si la bourgeoisie n'a qu'à se louer du septennat de M. Giscard d'Estaing, elle constate toutefois que sa politique se heurte à une résistance de plus en plus importante de notre peuple.

Or, ce dont le capital a aujourd'hui besoin, ce n'est pas seulement de poursuivre cette politique, mais c'est de l'aggraver. La gestion capitaliste de la crise a sa logique implacable. Comme vient de l'annoncer clairement un journal patronal, ce que veulent les dirigeants du CNPF, c'est — je cite — *« un programme pour prolonger et compléter la politique de M. Barre après le départ de ce dernier »*. Pour eux, en somme, l'après-Barre doit être du Barre à la puissance deux.

C'est vrai au plan économique et social. C'est vrai également dans le domaine des activités intellectuelles et culturelles. Le VIIe Plan — pour ne prendre que cet exemple — s'est proposé d'élever de 25 % à 40 % la proportion de jeunes sans aucune qualification professionnelle au sortir de l'école. Tels sont les travailleurs qu'ils escomptent préparer pour l'an 2000 !

Mais comment aggraver encore, après l'élection présidentielle, la politique actuelle si le rapport des forces ne se modifie pas dans notre pays ? Voilà le problème politique majeur auquel la bourgeoisie française est confrontée. Démunie de réserves à droite, comme je viens de le montrer, elle est placée devant l'absolue nécessité d'élargir l'assise politique de son pouvoir. Elle n'a pour cela qu'un moyen : aboutir, sous une forme ou une autre, à une coopération entre le Parti socialiste et la droite ; réunir sous une forme ou une autre, dans une même coalition, M. Giscard d'Estaing, le RPR de Jacques Chirac et de Michel Debré et la formation de François Mitterrand.

Cette collaboration entre la droite et le Parti socialiste, M. Giscard d'Estaing en a fait, dès 1974, l'objectif central de son action politique. Aujourd'hui il est conduit à pousser les feux au maximum pour achever de la mettre sur pied.

Je n'ai pas besoin, devant vous, de revenir sur les événements de ces dernières années. Nous vous avons rendus témoins des faits. Nous avons soumis la vérité à votre jugement. Il faut bien admettre que ce qui s'est produit au Parti socialiste depuis une semaine permet à chacun de voir encore plus clairement le dessous des cartes.

L'objectif réel de François Mitterrand

En effet, le Parti socialiste vient de tenir congrès pour officialiser la candidature de François Mitterrand.

A cette occasion, François Mitterrand a révélé le slogan central de sa campagne. Il tient en trois mots : *« une autre politique »*. Mais quelle politique ? Le candidat dispose bien d'un *« projet socialiste »*, mais il déclare ne pas en faire sa référence. Il présente bien un certain nombre de propositions, d'ailleurs vagues, mais assure ne pas être lié par elles. Il veut, affirme-t-il, garder sa totale *« liberté »* et, en un mot, rejette explicitement tout programme, tout engagement sur des objectifs. Il laisse même dire que tout programme serait un piège. Mais alors quelle est cette *« autre politique »* dont il parle ? Pas de réponse.

Et qui mettra en œuvre cette *« autre politique » ?* Cette question, on nous la pose à nous aussi, communistes. Et c'est légitime. Car aucun parti ne peut laisser croire qu'il gouvernera en France en dehors d'une coalition. Notre réponse à nous est absolument claire : nous sommes prêts à prendre toutes nos responsabilités, avec des ministres communistes, dans un gouvernement constitué pour faire une politique vraiment nouvelle, au sujet de laquelle nous formulons — j'y reviendrai — des propositions précises. Par contre, François Mitterrand et ses amis refusent catégoriquement de répondre à la question du gouvernement. Au contraire, ils n'excluent à priori aucune hypothèse et se livrent même, dans des interviews, à des supputations sur les conditions dans lesquelles un président de la République socialiste pourrait gouverner avec la droite. Ce qui, à vrai dire, n'est pas nouveau, puisque cela se produisit pendant des années sous la IVe République, avec les résultats que chacun connaît.

En tout état de cause, les engagements et les alliances ne suffiront pas. Il doit être bien clair pour chacun que la bourgeoisie française ne cédera pas de bon gré ses positions et ses privilèges. Quels que soient les formations et les hommes au pouvoir, il faudra lutter pour lui imposer chaque mesure, chaque progrès, chaque changement. Vous le constatez vous-mêmes, comme tous les travailleurs, dans vos combats quotidiens. Or, sur cette donnée capitale, François Mitterrand répond par un appel au *« calme »*.

Tels sont les faits survenus ces derniers jours. Je demande à chacune et chacun d'entre vous de bien réfléchir aux conséquences des positions de François Mitterrand. N'est-il pas évident qu'elles visent à lui laisser les mains libres pour parvenir à ce que j'ai appelé *« le consensus à trois » ?* Or, ce *« consensus à trois »* mènerait les travailleurs dans une impasse et escamoterait le changement.

Cette vaste opération politique est-elle réalisable ? Si cela ne dépendait que des politiciens : oui, assurément. Mais il y a aussi la réalité, la réalité contradictoire de la crise qui, elle, ne peut pas être escamotée. Permettez-moi à ce sujet une observation de caractère général : trop souvent, quand nous parlons de crise, certains n'entendent par là qu'un phénomène négatif, un processus de régression et de décadence. Mais s'il y a crise, c'est qu'une contradiction arrive au point où elle se prépare à éclater. Il y a crise de notre société parce que le conflit s'exaspère entre les facteurs d'oppression et les facteurs de libération, entre ceux qui défendent l'ancien et ceux qui luttent pour le nouveau. Comme disait Marx : *« La pourriture est le laboratoire de la vie. »* Du pourri, il y en a, dans le vieux monde d'exploitation et d'oppression, mais dans le même temps, comme la vie pousse de partout, au travers des possibilités, des aspirations, des combats de notre temps !

C'est cette réalité à laquelle se heurtent tous les tenants du *« consensus »*. C'est elle qui rend aléatoire la réalisation de leurs projets de *« paix sociale »* au bénéfice du capital. Et cela, même dans d'autres pays où la politique de collaboration de classes triomphe depuis des décennies. Regardez ce qui se passe en Belgique : 100.000 travailleurs viennent de dire leur façon de penser à la coalition de la droite et du Parti socialiste. Regardez ce qui se passe en Italie. Même en Grande-Bretagne, terre natale de la fausse *« alternance »*, le refus de l'austérité et du chômage se développe au point d'ébranler les structures séculaires du Parti travailliste. Car les phénomènes dont nous parlons ne sont pas limités à la France : le comportement du Parti socialiste se retrouve dans nombre d'autres pays ; il n'est pas exagéré de dire qu'il correspond à une orientation générale de l'Internationale socialiste dans la crise actuelle du capitalisme. Les peuples commencent, plus ou moins, à s'en apercevoir et à s'y opposer.

Nous voulons battre Giscard et sa politique

Eh bien ! en France, où la situation présente de nombreux avantages pour les forces de changement, ce que nous voulons, c'est aboutir à ce changement. Nous déployons les plus grands efforts pour battre Giscard d'Estaing, pour éliminer son pouvoir personnel et pour épargner à la France et aux Français le drame d'une nouvelle combinaison politique entre la droite et le Parti socialiste, le drame du *« consensus à trois »*. Parce que l'enlisement du Parti socialiste dans ce *« consensus »* ne pourrait que prolonger et aggraver la politique actuelle.

Cette position résolue et son impact croissant conduisent M. Giscard d'Estaing, sa télévision, ses radios, ses ministres, ses préfets, ses juges à redoubler leurs coups contre nous. Le secrétaire général du parti du président de la République est allé jusqu'à nous qualifier de parti *« démoniaque »*. Sans doute est-ce, dans cette bouche qui parle d'or, une autre façon de nous donner notre vrai nom : celui de parti combatif et révolutionnaire, celui de parti du changement.

Le changement pour les intellectuels

Le changement, j'en définis le contenu dans chacune de mes interventions. Vous le savez, je me présente avec un Plan de lutte dont les 131 propositions résultent de nos réflexions sur l'expérience du programme commun, des travaux approfondis de nos économistes, des riches enseignements accumulés dans les luttes. Car changer, cela suppose des choix. Des choix nets, précis, rigoureux. Des choix que je soumets aux Français et que je suggère de discuter dans un vrai débat national sur le fond des questions.

Les propositions que je défends sont novatrices et cohérentes.

Au contraire des catalogues fabriqués selon les règles du marketing électoral, elles opposent à la stratégie giscardienne du déclin la seule autre logique possible : celle d'une nouvelle croissance qui permette de répondre aux revendications, aux besoins, aux aspirations des travailleurs, à l'intérêt de notre pays.

Quand je dis les travailleurs, je ne mets pas à part les travailleurs intellectuels. A cet égard, il faut être myope comme un journaliste giscardien pour ne voir dans l'*Espoir au présent,* je le cite, *« qu'un ou deux feuillets concernant les problèmes des intellectuels ».* Quelle ignorance, quel mépris à l'égard des millions d'intellectuels français, de leur diversité, de leurs aspirations et de leurs problèmes ! Je ne crois pas exagérer en affirmant que le Plan de lutte et l'*Espoir au présent,* qui en expose les motifs, concernent les intellectuels à chaque page. Mieux : selon moi, nos propositions et ce livre définissent les conditions indispensables pour résoudre enfin les problèmes cruciaux qui concernent les activités intellectuelles et culturelles.

Jugez sur pièce. Voici, résumés en quelques mots, les choix fondamentaux que nous faisons.

Le choix de la justice sociale

Nous faisons tout d'abord le choix de la justice sociale.

Aujourd'hui, des millions d'hommes, de femmes et de jeunes sont en proie à ces fléaux que sont le chômage, la précarité de l'emploi, les bas salaires, la pénurie des équipements sociaux.

Ces inégalités, ces injustices sont intolérables pour les travailleurs qui en sont victimes comme pour la France elle-même.

C'est pourquoi nous avons fait le choix du plein emploi, qui est un objectif parfaitement réaliste, et le choix d'imposer l'austérité aux profiteurs et aux privilégiés pour donner la priorité aux plus défavorisés.

Cette priorité est tout le contraire d'une politique étroite, *« ouvriériste »*, *« poujadiste »* comme l'affirment certains.

D'abord parce que c'est la clé d'un véritable changement, une nécessité absolue pour stimuler le marché intérieur, créer chaque année 500.000 emplois nouveaux et résorber le chômage, relancer l'activité économique et poser en termes neufs le problème du bon usage des possibilités technologiques de notre temps.

Et puis, parce que seule une telle politique nouvelle peut répondre aux intérêts les plus fondamentaux de notre peuple et, naturellement, de ses travailleurs intellectuels.

Voyons les choses en face.

Je propose d'augmenter prioritairement et considérablement le SMIC et les bas salaires. Pour les salaires élevés je ne vais pas au-delà du maintien du pouvoir d'achat. Et je tiens pour nécessaire de réduire la hiérarchie à un écart de un à quatre. Les mesures fiscales que je préconise sont très différenciées selon la hauteur des revenus : moins d'impôts pour les plus défavorisés, des impôts de plus en plus lourds à mesure qu'on s'élève dans l'échelle des revenus, jusqu'à cette proposition, désormais bien connue, d'un impôt à 100 % pour les tranches de revenus supérieurs à 40.000 F par mois. Le même esprit, le même sens des priorités aux plus démunis, aux ouvriers et aux employés président aux mesures que je suggère pour le logement, l'école ou la santé.

Faites vous-mêmes vos comptes avant l'élection. Vous ne manquerez pas de constater tout d'abord que les objectifs de justice sociale du Plan de lutte communiste concernent directement des centaines de milliers d'intellectuels. En effet, à l'heure actuelle, les techniciens, les ingénieurs, les cadres sont confrontés aux gâchis dans les entreprises et aux menaces de licenciement et de chômage. Les contractuels, les vacataires, les auxiliaires subissent l'insécurité la plus totale.

Les artistes et les professionnels de la vie artistique disposent le plus souvent de moyens dérisoires et passent plus de temps à chercher un emploi qu'à exercer leur métier. Les enseignantes et les enseignants — près d'un million de personnes — connaissent, notamment les plus jeunes, des difficultés plus grandes pour exercer leur métier. Tous ceux-là sont personnellement concernés par nos objectifs de plein emploi et de justice sociale.

Mais je vous propose d'aller plus loin dans la réflexion. Notre Plan de lutte répond aussi — je dirai surtout — aux intérêts de l'immense majorité des intellectuels parce qu'il s'en prend à la cause la plus profonde de la crise des activités intellectuelles et culturelles, à savoir : l'intolérable ségrégation dont sont victimes les travailleurs dans tous les domaines.

Car je vous le demande : de quoi souffrez-vous le plus, en dernière analyse, vous les ingénieurs, cadres et techniciens, vous les scientifiques, sinon de voir les découvertes et les innovations servir si peu et si mal au bien-être des hommes, la connaissance rester confinée dans des milieux étroits, au lieu d'être bénéfique à tous ? Vous, les enseignants, sinon de voir les difficultés et les handicaps sociaux de toute nature s'additionner chez vos élèves d'origine modeste au point parfois de rendre votre métier désespérant ? Et vous, les artistes, les écrivains, sinon d'être enfermés dans un système qui ne met pas les travailleurs en mesure de vous entendre, de vous voir, de vous lire, de nouer avec vous le dialogue fécond dont votre création a besoin ?

Ouvriériste, notre politique ? Ce qui se voudrait une insulte se retourne contre eux qui nous accusent. Oui, combattre sans concession pour les aspirations des travailleurs, pour une société de justice et de liberté, pour une morale de responsabilité et de solidarité, pour l'essor du savoir et de la création, c'est un seul et même combat — le combat pour une nouvelle renaissance de la France et de sa culture.

C'est parce que je porte les couleurs de la classe ouvrière que je peux seul faire pleinement mienne cette vérité capitale, attestée par toute notre histoire, proche comme lointaine : coupée de son peuple, la culture d'une nation finit par s'étioler.

Aragon le disait il y a longtemps déjà : *« C'est dans l'humanité qu'elle a ses solides racines, c'est du profond des nations qu'elle tire son origine et son principe d'accroissement et de renouvellement. »*

Le choix du progrès

Cela nous conduit tout naturellement à notre deuxième choix : nous faisons le choix du progrès en tout domaine. Progrès économique, social, éducatif, scientifique, culturel. Progrès d'une France indépendante, présente, active et généreuse dans le monde, ouvrant à sa jeunesse les portes de l'avenir. Bref, ce que nous appelons : une nouvelle croissance française.

Aucune fatalité ne condamne la France à se soumettre ou à jouer un rôle mineur. Elle a, au contraire, beaucoup d'atouts.

C'est vrai pour les ressources naturelles, importantes et diversifiées, dont elle dispose.

Dans le domaine de l'énergie, elle a d'immenses réserves de charbon et des gisements d'uranium parmi les plus importants d'Europe. Dans le domaine des matières premières, la France a du fer, de la bauxite, de la potasse et du chlore. Elle possède, en outre, le plus grand massif forestier d'Europe occidentale, et sa façade maritime qui lui ouvre de larges possibilités. Arrêtons là notre énumération. Combien de pays ont-ils autant d'atouts naturels pour servir à leur développement ?

Encore faut-il les mettre en valeur. C'est pourquoi le principal atout de notre pays, ce sont, à notre avis, les femmes et les hommes qui créent, inventent et produisent.

Ce sont les ouvriers, les techniciens, les ingénieurs, les chercheurs, avec leur qualification, leur expérience, leur goût du travail bien fait, leur sens des responsabilités. Tous ceux-là ont fait de la France une grande puissance industrielle, bénéficiant en particulier d'un

important secteur public qui joue un rôle pilote — je pense aux réussites technologiques exceptionnelles de Renault, de la SNCF, d'Electricité et Gaz de France, des Postes et Télécommunications, de l'Aérospatiale, ainsi qu'à celles des établissements publics de recherche.

Nous sommes un pays de riche culture, culture scientifique et culture dont les créations artistiques et littéraires les plus neuves marquent la personnalité nationale et ont enrichi le patrimoine de toute l'humanité.

Quant aux paysans français, héritiers d'une longue tradition, ils font la preuve de leur capacité à employer les techniques d'aujourd'hui et à mettre en valeur notre territoire agricole. Grâce à leur travail, notre pays dispose ainsi d'une des agricultures les plus diversifiées du monde.

C'est tout cela, les atouts de la France. Il faut s'appuyer sur eux et les développer avec audace. Par exemple, il faut, pensons-nous, valoriser notre charbon grâce aux méthodes modernes de gazéification ou de liquéfaction. Ou encore utiliser nos ressources en uranium dans des centrales nucléaires de construction française, en particulier les surrégénérateurs. C'est cette conception qui fonde le choix des moyens grâce auxquels notre Plan de lutte est réalisable.

Le choix d'une nouvelle croissance

La nouvelle croissance que nous proposons est en elle-même un formidable appel de culture.

Comment, par exemple, promouvoir une nouvelle croissance française, c'est-à-dire mettre en cause notre dépendance actuelle à l'égard de la division internationale des tâches imposée par les trusts, sans dire halte au déclin scientifique, sans porter à 3 % du produit national les crédits de recherche, sans développer tous azimuts l'emploi scientifique, bref sans impulser intensément la création des connaissances en France ?

Comment mettre en œuvre une nouvelle conception de la productivité fondée sur la qualification des ouvriers et des employés, sur l'utilisation plus rationnelle des équipements et des techniques, sans revoir l'organisation du travail et les critères de la hiérarchie, sans donner à la formation initiale et continue un dynamisme sans précédent, sans offrir toute sa place à l'esprit d'innovation de nos ingénieurs, de nos chercheurs, de nos techniciens ?

Comment élever le niveau de connaissances de notre peuple sans changer l'école, sans la lier au travail et à la vie ?

Un mot sur ce point.

Je suis hostile à toute démagogie envers la jeunesse. Je n'hésite pas, s'il le faut, à aller à contre-courant des modes éphémères et désespérantes. Je dis aux jeunes : étudiez. Mais en même temps je proclame : ne laissons pas l'école dans l'état où elle est.

C'est le même raisonnement que je tiens pour les étudiants. Parmi eux il existe une jeunesse dorée. Mais un grand nombre d'entre eux subit les conséquences de la crise, en particulier sous ses aspects idéologiques et moraux. Une sélection impitoyable frappe les jeunes issus des milieux populaires.

N'est-il pas indispensable pour développer la France de redresser la situation dans beaucoup d'universités en redonnant le goût de leurs études à des dizaines de milliers de jeunes qui s'en détournent ? J'ai plaisir à constater que l'UNEF vient de remporter une belle victoire aux élections des conseils régionaux des œuvres universitaires en mettant au centre de son programme la lutte contre la ségrégation et contre la désespérance.

Je pourrais continuer.

Comment permettre, par exemple, aux masses populaires de bien se soigner et se loger sans effectuer tous les investissements nécessaires et sans faire passer un souffle vivifiant dans notre système de santé, notre urbanisme et notre architecture ? La vérité, c'est que les 131 propositions sont toutes, en leur fond, des propositions pour une nouvelle croissance de la culture, au sens le plus large du mot.

Oui, développer la France, c'est tout cela. C'est donner à notre pays la maîtrise de nouvelles technologies, c'est moderniser les entreprises pour les mettre au service des travailleurs, c'est développer en grand la recherche, c'est mettre les universités à jour, c'est combattre pour la culture nationale. Voilà pourquoi nous allons jusqu'à parler d'une nouvelle Renaissance.

Loin de répondre à je ne sais quel chauvinisme qui nous est foncièrement étranger, nos propositions s'intègrent à notre réflexion sur l'évolution du monde. La France, avec les atouts dont elle dispose, est capable de secouer les carcans de l'intégration des multinationales, d'agir efficacement pour la paix et le désarmement, de contribuer à l'instauration d'un nouvel ordre international. La nouvelle croissance implique des relations plus riches et plus fécondes avec les pays socialistes, avec les pays du tiers monde. En choisissant la nouvelle croissance, je choisis de me battre pour des échanges internationaux fructueux pour notre indépendance, pour l'emploi chez nous, et féconds en même temps pour les peuples avec qui nous sommes en rapport. Le profit n'a pas de patrie. Mais la bonne santé et l'indépendance des nations sont les bases de leur coopération et de leur solidarité.

Le choix de la démocratie

Notre troisième choix, c'est la démocratie.

Ce dont la France a le plus impérieux besoin, c'est de développer dans tous les domaines l'accès des travailleurs et des citoyens aux responsabilités et aux décisions. C'est d'établir et de pousser toujours plus loin la démocratie réelle, celle qui ne réserve pas les libertés et le pouvoir à une minorité privilégiée tant pour l'argent que pour l'accès au savoir.

Aucun des objectifs que je viens d'énumérer ne pourra être atteint sans la participation des travailleuses et des travailleurs à toutes les décisions qui les concernent.

Et d'abord à l'entreprise, où tant de patrons se comportent encore en monarques tout-puissants.

Nous jugeons nécessaire de garantir la liberté d'opinion et d'expression à tous les travailleurs, la liberté d'organisation et d'action syndicales, le droit de grève sans restriction, ainsi que le droit d'organisation et d'expression des partis politiques dans l'entreprise. Pour reprendre une formule célèbre, on ne peut avoir la monarchie dans l'entreprise et la République dans la société. Nous voulons inventer, dans l'entreprise et dans la société, sous des formes diverses, une République nouvelle.

Permettez-moi de souligner d'un mot que ce progrès des droits des travailleurs est particulièrement nécessaire pour les travailleuses. Trop de patrons se comportent avec mépris à l'égard des femmes qu'ils emploient. Et je ne crois pas que cette misogynie épargne la plupart des professions intellectuelles. C'est pourquoi notre Plan de lutte insiste sur toutes les mesures concrètes tendant à l'égalité des femmes et au respect de leur dignité.

Bien entendu, la démocratie, c'est aussi la démocratie dans l'Etat et la démocratie économique.

Telle est la question fondamentale. La France ne peut sortir de la crise qu'en brisant la domination du capital. Il faut attaquer la grande propriété capitaliste par tous les bouts possibles. Ne laissons pas le capital maître du jeu. Battons-nous pour lui prendre les leviers de commande. C'est le sens de cette proposition essentielle que nous faisons : nationaliser l'ensemble du système bancaire et financier et toute une série de grandes entreprises, instaurer une nouvelle planification, casser les pouvoirs de l'argent.

Promettre le changement sans s'engager clairement à prendre les mesures précises, concrètes qui atteignent la racine du mal, le système du profit capitaliste — agir ainsi, c'est se moquer de vous.

La nécessité de la lutte

Voilà pourquoi les propositions essentielles que je défends dans cette élection présidentielle ont pris la forme d'un Plan de lutte. Aucun changement ne viendra sans lutte. Apparemment, vous en êtes déjà convaincus, vous qui êtes ici ce soir.

Mais une grande responsabilité vous incombe : celle d'en convaincre autour de vous des centaines et des centaines de milliers d'intellectuels. Toutes les promesses qui vont déferler dans les prochaines semaines seront en carton-pâte si elles mettent les luttes entre parenthèses.

En effet, cette nécessité de la lutte concerne non seulement la classe ouvrière, mais aussi les intellectuels. Aucune des perspectives que nous ouvrons ne deviendra réalité sans que les intellectuels prennent toute leur part au combat pour le changement. Plus encore : sans qu'ils fassent concrètement, dans leurs activités propres, les choix que le changement suppose. Car cette lutte et ces choix, personne n'en décidera à votre place.

Le moyen décisif du changement

Vous le voyez, l'enjeu de l'élection présidentielle est de la plus haute importance :

Ou bien la politique du capital, avec toutes ses conséquences, se poursuit et s'aggrave — quelles que soient les forces politiques qui y contribuent — et notre pays s'enfonce alors dans la crise, l'amertume, voire l'aventure.

Ou bien un changement intervient grâce à la mise en œuvre d'une politique s'attaquant au capital, et la voie est ouverte à un renouveau de notre pays.

Autrement dit, ou bien se soumettre et s'enfoncer dans l'ornière, ou bien se battre et dégager le chemin nouveau : voilà l'alternative, la seule alternative.

Ce que veut le Parti communiste

Notre parti a fait son choix, et il l'a fait en pleine conformité avec les décisions prises par ses XXII[e] et XXIII[e] Congrès. Ce choix, je le rappelle avant de conclure.

Nous voulons défendre les intérêts de tous les travailleurs et empêcher que les forces du capital aggravent leurs difficultés.

Nous voulons en finir avec la politique actuelle et avec le pouvoir qui la met en œuvre, le pouvoir de Giscard d'Estaing.

Nous voulons le changement, l'avènement d'une politique de justice, de progrès, d'indépendance et de paix, de liberté.

Et j'ajoute : nous souhaitons que ce changement soit poussé plus avant, par une voie démocratique originale, vers un socialisme lui-même démocratique, à la française.

Sur ce chemin nous sommes disposés à favoriser tout pas en avant réel, à avancer aussi loin et aussi vite que le voudront les travailleurs, les citoyens eux-mêmes. Et nous sommes prêts à prendre toutes nos responsabilités pour mettre en œuvre la politique nouvelle dont la France a besoin. Je le redis : il faut des ministres communistes pour que les forces vives que nous représentons apportent à la gestion des affaires du pays la contribution dynamique, efficace, sans laquelle les obstacles au changement ne seront pas surmontés.

Voilà notre choix. Le changement est réalisable au prix d'une grande bataille — qui est déjà engagée et à laquelle il faut donner toute son ampleur — pour en réunir les conditions.

La première de ces conditions, c'est une politique comportant les grandes réformes démocratiques et anticapitalistes indispensables au changement.

Deuxièmement : autour de cette politique il faut réaliser un rassemblement populaire majoritaire qui soit le fondement d'une union de la gauche nouvelle. Cette union s'exprimera dans le pays et au gouvernement chargé de diriger la transformation nécessaire, ce qui implique que les communistes y aient leur place.

Mais l'expérience l'a montré : on ne parvient pas à cela en donnant la priorité aux tractations d'états-majors, aux accords sur le papier, voire à des combinaisons électoralistes sans principe.

Voilà pourquoi la condition primordiale du changement, c'est la lutte des travailleuses et des travailleurs eux-mêmes.

La lutte partout, sans attendre, pour la défense des revendications, des droits, des aspirations, du potentiel. La lutte aujourd'hui, demain et après-demain, car le changement ne saurait être simplement octroyé. Il ne peut qu'être conquis. C'est dans toutes ces luttes, dans l'union combative réalisée en faveur des objectifs transformateurs, que se construit le mouvement populaire capable d'imposer le changement.

Le vote du 26 avril, c'est un grand moment de la lutte. C'est un moyen pour les travailleurs, pour tous ceux qui veulent le changement, de se rassembler, de dire avec force : voilà ce que nous voulons. C'est pour eux un moyen de peser de tout leur poids dans le bon sens. Ce qui est indispensable pour combattre les manœuvres et lever les obstacles au changement.

Ce rassemblement de lutte, les travailleurs ont un moyen et un seul de le réaliser : c'est de soutenir la candidature du Parti communiste français.

Disant cela, je ne vous appelle pas à un rassemblement autour de ma personne. Je crois profondément à ce vers de *l'Internationale :* « Il n'est pas de sauveur suprême ! » Les communistes ont payé assez cher pour être à jamais prévenus contre le culte de la personnalité.

J'ajoute que le Parti communiste français n'a pas sa propre fin en lui-même. Il n'est pas partisan au sens où il ne viserait qu'à servir l'intérêt des siens.

Non, notre parti n'a de sens que comme instrument de la lutte des travailleurs pour la réalisation de leurs aspirations les plus hautes, de la lutte du peuple de France pour transformer la société.

C'est d'ailleurs pourquoi, s'il est le parti des ouvriers, il est et doit être en même temps le parti de tous les travailleurs intellectuels qui entendent être les acteurs efficaces de ce combat pour une société nouvelle.

Intellectuels, utilisez le Parti communiste !

C'est dans cet esprit que je vous appelle, vous les intellectuels, à utiliser le Parti communiste français et son candidat comme le point d'appui dont vous avez besoin dans votre lutte pour défendre votre vie, conquérir votre avenir.

Je vous appelle, vous les techniciens, à intensifier votre participation aux luttes pour l'élévation de la qualification de l'ensemble des travailleurs, et pour la transformation du contenu et de la qualité du travail.

Je vous appelle, vous les ingénieurs et les cadres, à lutter avec les ouvriers, les employés et les techniciens pour de nouvelles finalités centrées sur les besoins du peuple et de la nation, pour une nouvelle conception de la rentabilité rapportée à la société tout entière, pour une nouvelle croissance stimulée par l'innovation technique et la recherche scientifique. Je vous appelle à faire vôtres les aspirations à plus de justice sociale, condition de toute relance économique et du progrès technologique bien conduit, à mettre en œuvre une nouvelle organisation de la responsabilité à l'entreprise où la classe ouvrière puisse enfin, dans de nouveaux rapports de coopération avec vous, décider au travail.

Je vous appelle, vous les chercheurs, les travailleuses et les travailleurs scientifiques, à lutter contre la subordination de la recherche à la politique de « pilotage par l'aval » et des créneaux de rentabilité capitaliste, pour développer notre potentiel de découverte et d'innovation à tous les niveaux, y compris dans les entreprises, pour impulser la plus large diffusion des connaissances et riposter aux campagnes de discrédit de la science.

Je vous appelle, vous les enseignantes et les enseignants, à lutter pour que les difficultés qui s'accumulent sur les jeunes les plus défavorisés, les problèmes de ceux que nous avons appelés « la génération de la crise », soient le souci numéro un de notre enseignement, pour que l'école s'ouvre résolument sur le travail et la vie, en mettant les contenus et les méthodes pédagogiques à l'heure de la révolution des savoirs, des technologies modernes et des exigences démocratiques. Je vous appelle à mener le nouveau combat laïque qui préparera les voies d'une nouvelle République, où l'école sera d'autant mieux une priorité nationale qu'elle sera l'affaire de tous.

Je vous appelle, vous les créateurs, les professionnels de la vie artistique, à lutter contre les inégalités sociales qui font de la culture un privilège de classe, contre la mainmise accélérée de la haute banque sur les industries culturelles, contre l'américanisation. Je vous appelle à défendre le pluralisme réel. Je vous appelle à résister au conformisme esthétique ambiant, qui tente de faire de la création l'ambassadeur, sinon le commis voyageur, de l'idéologie dominante.

Spécialistes de toutes disciplines, je vous appelle à vous faire les artisans résolus d'une nouvelle alliance de la culture et des forces populaires, qui élargira encore la portée de l'alliance entre la classe ouvrière et les intellectuels.

Soyons-en persuadés. Rien n'est réglé. Le mécontentement est grand, la volonté de changement puissante. Je ferai tout, nous ferons tout, nous communistes, pour vous défendre et pour imposer le changement. Mais nous ne sommes rien sans vous. Donnez-nous, donnez-*vous* le moyen qui est décisif à l'étape actuelle pour parvenir au changement : le plus fort rassemblement possible autour du candidat communiste. La victoire est à ce prix.

« Oui, décidément, ayons confiance ! »

Les inter-titres sont de la rédaction de « Révolution ».



“La classe ouvrière et la paysannerie, qui produisent l'essentiel des richesses vitales, sont frustrées de ce que le génie humain crée de plus beau. C'est une injustice fondamentale. Et c'est un péril pour l'essor de la culture, car cette immense frustration la prive d'un immense public et de toutes les capacités et valeurs qu'il recèle.”

Georges Marchais
(Le combat pour la culture, *L'espoir au présent, p. 158.*)

Imp. S.G.P., 5, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris

Editer ce document a coûté cher.
le PCF a besoin d'argent pour vous informer.
Versez généreusement à Georges Gosnat
CCP 636571 F Paris

J'adhère au PCF

Nom ______________ Prénom ______________
Adresse ______________
____
Lieu de travail ______________
Signature ______________

Remettre ce bulletin à un militant, ou l'adresser au PCF 2 place du Colonel Fabien 75940 Paris Cedex 19